

Service PRE - Secteur Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 02/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DE BAYETTE

BAYETTE
22240 La Bouillie

Références : [RT-2024-02-01-01](#)
Code AIOT : 0052200157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte du contrôle documentaire réalisé le 01/02/2024 de l'établissement EARL DE BAYETTE implanté BAYETTE 22240 La Bouillie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle documentaire est réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 09/01/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE BAYETTE
- BAYETTE 22240 La Bouillie
- Code AIOT : 0052200157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL DE BAYETTE est une exploitation ICPE soumise à autorisation par arrêté avec enquête du 14/06/2009, modifié par l'arrêté du 04/10/2018. L'EARL située lieu-dit "Bayette" sur la commune de LA BOUILLIE est autorisée à exploiter à cette adresse un élevage porcin de type naisseur-engraisseur dont la capacité maximale est de 3657 Animaux Equivalents. L'exploitation dispose d'une unité de traitement des lisiers dont les prescriptions sont précisées dans l'arrêté du 04/10/2018.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Fertilisation
- Suivi station de traitement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 09/01/2023, article 1 à 5	Sans objet
2	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 04/10/2018, article 1 & 2	Sans objet
3	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/10/2018, article 3.4	Levée de mise en demeure
4	Epandage	Arrêté Préfectoral du 04/10/2018, article 2.4	Levée de mise en demeure
5	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
6	Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Sans objet
7	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
9	Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
10	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il s'agit d'un contrôle documentaire basé sur le bilan comptable, les cahiers de fertilisation, le bilan de la station de traitement et de la DFA, pour l'année culturale 2022-2023.

Les effectifs constatés sont conformes à l'arrêté d'autorisation. Les effluents produits sont traités conformément à l'arrêté. Ainsi les quantités d'effluents épandues pour l'année 2022-2023 respectent la réglementation.

Il est proposé de lever la mise en demeure du 09/01/2023, portant sur le traitement des effluents et la fertilisation phosphorée.

Cependant il a été relevé que des échanges d'effluents avec une autre exploitation sont réalisés. Ces échanges ne sont pas prévus par l'arrêté du 04/10/2018, une mise à jour de la gestion des déjections est à transmettre au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2023, article 1 à 5
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : L'EARL de Bayette, dont le siège social est situé au lieu-dit « Bayette » à LA BOUILLIE, est mise en demeure à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de six mois : l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2018 qui prévoit l'obligation de traitement des effluents d'élevage ; l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2018 qui prévoit que l'installation respecte les plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation. En particulier, le dossier, en page 19/61, prévoit que la charge en phosphore est limitée à 76,7 uP/ha de SDN;
Constats : CONFORME. Le traitement des effluents est conforme aux prescriptions de l'arrêté du 04/10/2018. La charge en phosphore est également conforme à ce qui est prévu au plan d'épandage annexé à l'arrêté du 04/10/219.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2018, article 1 & 2
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation Les dispositions de l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2006 sont modifiées comme suit : L'EARL de BAYETTE, ci après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Bayette » à La Bouillie est autorisé à exploiter à cette adresse sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à plus de 35 mètres d'un puits, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3657 animaux équivalents (A.E.). (...) 2.3. - Effectifs autorisés Truies, verrats, cochettes saillies Effectifs moyens annuels -> reproducteurs : 285 anx Porcs charcutiers (> 30 kg) production annuelle : 8350 pc Porcelets production annuelle : 8850 ps Quarantaine 24 AE
Constats : CONFORME. Bilan comptable 22-23 et DFA 2023 : Reproducteurs, nombre moyen annuel : 265 animaux Quarantaine, nombre moyen annuel : 23 animaux Post-sevrage : 7930 porcelets produits Charcutiers : 5384 porcs produits
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2018, article 3.4
Thème(s) : Élevage, Traitement des lisiers
Prescription contrôlée : 3.4 — L'unité de traitement des lisiers (...) Cette unité de traitement doit traiter la totalité du lisier produit annuellement par l'élevage ci-des-

sus, à savoir : 6364 m3 de lisier brut correspondant à 28834 kg d'azote organique, le reste des déjections correspondant à 225 kg d'azote organique est épandu sous forme de fumier .
Constats : CONFORME. Selon les documents fournis, l'ensemble des lisiers bruts sont traités. La quantité entrante correspond à ce qui est prévu. Les données du bilan de station pour la période du 01/09/2022 au 31/08/2023 sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2018, article 2.4
Thème(s) : Élevage, Equilibre de la fertilisation phosphore
Prescription contrôlée : 2.4. - Conformité au dossier de demande d'enregistrement Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : CONFORME. Il est prévu au dossier : 3634 UP sur 47,4 ha de SRD soit 76,7 UP / ha de SRD. Selon les données relevées : 2949 UP sont épandues pour l'années culturale 2022-2023 soit 62 UP / ha de SRD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Calcul du 170 kg/SAU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.
Constats : CONFORME. En se basant sur les effectifs du bilan comptable 2022-23, de la DFA 2022-23, le bilan station et les bordereaux, la quantité d'azote organique épandue est de 5089 UN. La SAU est de 54,67 ha. Le taux d'azote organique est de 93,1 UN / ha de SAU.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
Constats : CONFORME.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : CONFORME.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : NON CONFORME. Les échanges d'effluents avec L'EARL du Tertre Bayette, dans le cadre de la station de traitement, ne se sont pas prévus dans le plan de gestion des déjections. C'est un changement notable à notifier préalablement au préfet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmission d'une mise à jour de plan de gestion des déjections.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ;

3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
Constats : CONFORME. Le cahier de fertilisation comporte les données prévues par la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : CONFORME.
Type de suites proposées : Sans suite